



la science pour la vie, l'humain, la terre

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement**

**Centre Occitanie - Montpellier**

**2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier Cedex 2**

**SIRET de l'établissement : 180 070 039 01027 APE : 7219Z**

## REGLEMENT DE CONSULTATION

### Acquisition d'un Pilote mobile H<sub>2</sub>/CH<sub>4</sub> intégré en container 40 pieds

#### MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Procédure Avec Négociation en application des articles L2124-1, L2124-3, R2124-1, R2124-3, R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande Publique

## PHASE CANDIDATURE

### Date et heure limites de réception des plis :

**Mercredi 04 juin 2025 à 12h00**

Référence PLACE : INRAE-C24-2025-007

Les candidats ne sont pas invités à déposer d'offre avant que leur candidature soit acceptée par le Pouvoir Adjudicateur. Après analyse, si leur candidature est retenue, une invitation à soumissionner leur sera envoyée. Si une offre venait à être déposée simultanément à une candidature, celle-ci ne sera pas analysée et sera détruite.

*Projet CPER BIOTECHPRO11 financé par la région Occitanie,  
L'Agglomération Grand Narbonne, le département de l'Aude*



Référence NACRES : NC.61 : GENIE CHIMIQUE : REACTEURS

Classification code CPV : 38434560-9 : analyseurs de chimie

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PROCÉDURE.....	3
ARTICLE 2 - NATURE DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 4 - DÉCOMPOSITION EN LOTS .....	4
ARTICLE 5 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES .....	4
5.1 - Variantes.....	4
5.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 7 – DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	4
ARTICLE 8 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE) PHASE CANDIDATURE .....	4
ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 10 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES .....	5
10.1 – Groupement .....	5
10.2 – Sous-traitance.....	5
10.3 – Modalités de présentation des candidatures.....	5
ARTICLE 11 – TRANSMISSION ET RÉCEPTION DES CANDIDATURES .....	7
ARTICLE 12 - SÉLECTION DES CANDIDATURES .....	8
12.1 – critères de sélection des candidatures.....	8
12.2 – Méthodologie de notation des candidatures.....	8
12.3 – Echanges durant l’analyse des candidatures .....	9
12.4 – Information des résultats de l’analyse des candidatures.....	9
ARTICLE 13 – CRITÈRES D’ATTRIBUTION DES OFFRES.....	9
ARTICLE 14 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	10
ARTICLE 15 - PROCÉDURE DE RECOURS .....	10
15.1 - Instance chargée des procédures de recours .....	10
15.2 - Introduction des recours .....	10

#### ■ Administration contractante :

Institut National de la Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE)  
Etablissement public à caractère scientifique et technologique (EPST)  
2 place Pierre VIALA, 34060 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél. 04.99.61.22.00 –courriel : sam-montpellier@inrae.fr

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA PROCÉDURE

La présente consultation a pour objet la réalisation d'un équipement pilote mobile permettant d'accompagner la montée en échelle et en maturité du procédé de fermentation sombre pour la production d'hydrogène, et de son couplage avec le procédé de méthanisation pour le Laboratoire de Biotechnologie de l'Environnement (LBE) du centre INRAE Occitanie Montpellier.

#### Lieux d'exécution des prestations :

Laboratoire de Biotechnologie de l'Environnement  
102, Avenue des étangs  
11100 Narbonne

### ARTICLE 2 - NATURE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est organisée selon une procédure avec négociation en application des articles L2124-3 et R2124-3 R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande Publique.

En effet, le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature et à sa complexité.

En l'espèce, il s'agit d'un prototype entièrement conçu à des fins de recherche. Il n'existe pas actuellement de pilote de cette taille ni de cette configuration en France. La conception de l'équipement doit également respecter des normes de sécurité strictes dépassant les compétences de INRAE. Le niveau de complexité de l'ensemble est donc élevé et de nombreux échanges seront nécessaires entre le Pouvoir Adjudicateur et les candidats, afin de faire les choix techniques permettant de répondre au mieux au besoin scientifique et opérationnel.

La négociation est donc une phase primordiale dans le cadre de cette procédure.

Cependant, en application de l'article R2161-17 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur pourra toutefois attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La consultation se déroulera selon les étapes définies ci-dessous :

ETAPES	DATES PREVISIONNELLES
Publication d'un appel à candidatures au BOAMP et au JOUE	30/04/2025
Réception des candidatures (35 jours de publication)	04/06/2025
Analyse et sélection des candidatures	Du 05/06 au 11/06/2025
Invitation des candidats retenus à retirer le dossier de consultation intégral	12/06/2025
Remise des offres initiales par les candidats retenus (25 jours de publication)	07/07/2025
Analyse des offres initiales	Du 07/07 au 11/07/2025
Négociation	Du 15/07/25 au 15/09/2025
Fin des négociations, invitation à remettre une offre finale	16/09/2025
Remise des offres finales	22/09/2025
Analyse des offres finales	Du 22/09 au 30/09/2025
Information des candidats non retenus	01/10/2025
Délai de stand still	Du 06/10 au 13/10/2025
Notification du marché au titulaire	14/10/2025

**Les candidats ne sont pas invités à déposer d'offre avant que leur candidature soit acceptée par le Pouvoir Adjudicateur. Après analyse, si leur candidature est retenue, une invitation à soumissionner leur sera envoyée. Si une offre venait à être déposée simultanément à une candidature, celle-ci ne sera pas analysée et sera détruite.**

## ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché public ordinaire mono-attributaire. Le prix est forfaitaire, ferme et défini dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

## ARTICLE 4 - DÉCOMPOSITION EN LOTS

La procédure n'est pas allotie au sens de l'article L2113-10 du code de la commande publique. En effet, l'allotissement risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## ARTICLE 5 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

### 5.1 - Variantes

Aucune variante à l'initiative de l'acheteur n'est prévue.

INRAE autorise la présentation de variantes à l'initiative du candidat sous réserve que les caractéristiques techniques minimales décrites à l'article 13 du CCTP soient respectées.

### 5.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de dix (10) mois à compter de la date de notification. Cette durée comprend les délais de fabrication du pilote, les délais de livraison, de mise en service, la formation prévue, ainsi que les opérations de vérification, jusqu'à l'admission de l'équipement.

## ARTICLE 7 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais prévisionnels fixés par le Pouvoir Adjudicateur sont les suivants :

La livraison et la mise en service du pilote devront intervenir dans un délai de neuf (9) mois à compter de la date de notification du marché. En cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités pourront être appliquées.

## ARTICLE 8 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE) PHASE CANDIDATURE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il est téléchargeable à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le DCE de la phase candidature contient les documents suivants :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), ainsi que ses deux annexes (schéma de principe et nomenclature) ;
- Le CCAP
- Le présent Règlement de Consultation
- Les formulaires DC1 et DC2

**Il est recommandé au soumissionnaire de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plate-forme avant de télécharger le DCE (nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique) afin de pouvoir être informé des compléments qui lui seraient apportés. Dans le cas contraire, il ne pourra être alerté et obtenir les éléments additifs éventuels pour déposer une candidature recevable.**

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents électroniques mis à disposition, le candidat doit disposer des logiciels permettant de lire les formats .zip, .pdf, .doc(x), .xls(x), .ppt, .rtf.

Il appartient au candidat de vérifier la complétude du dossier et d'en demander les pièces manquantes au plus tard **quinze (15) jours calendaires** avant la date limite de réception des candidatures.

En aucun cas, INRAE ne saurait être tenu pour responsable du manque d'information des candidats qui n'auraient pas pris la peine de s'inscrire, ni de télécharger les mises à jour des documents modifiés.

## ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

Aucune modification ne peut être apportée au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) par les candidats. Toute observation ou question éventuelle sur les clauses de ce DCE devra impérativement être adressée à INRAE selon les modalités décrites ci-après à l'article 14.

INRAE se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Le délai de 6 jours est décompté à partir de la date d'envoi des modifications par la personne publique.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 10 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

### 10.1 – Groupement

Les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux dispositions des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Toutefois, les candidats sont informés que :

Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements ;

L'un des membres du groupement devra être désigné comme mandataire du groupement pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis des établissements bénéficiaires et coordonner les prestations des membres du groupement.

Les candidatures sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. **Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.**

### 10.2 – Sous-traitance

Le candidat a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du présent marché sous réserve d'avoir obtenu du représentant de l'administration contractante l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant dans les conditions des articles L2193-1 à L2193-14 du Code de la Commande Publique, et R2193-1 à R2193-22 code précité.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au représentant de l'administration contractante un acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4) comportant les éléments suivants :

- nature et montants des prestations sous-traitées
- nom, raison sociale et adresse du sous-traitant
- conditions et modalités de paiement
- références du compte à créditer
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de l'administration contractante, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

### 10.3 – Modalités de présentation des candidatures

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français pour les documents rédigés dans une autre langue. Elles seront exprimées en EURO.

Sauf en cas de remise d'une candidature par DUME (document unique de marché européen), les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés ci-après. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

A l'appui de sa candidature, le candidat transmet les éléments permettant d'apprécier sa capacité juridique ainsi que ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tous moyens, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'établissement bénéficiaire peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Cette faculté concerne uniquement des documents génériques et en aucune façon des documents qui, par leur nature même, sont spécifiques à la consultation en cours.

#### Présentation des candidatures :

- **Une lettre de candidature (formulaire DC1 : un seul DC1 en cas de groupement)** précisant notamment si le candidat se présente seul ou en groupement (identification du candidat ou des membres du groupement/désignation du mandataire) ;
- **Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2) ;**
- **Les pouvoirs de la personne habilitée à engager l'opérateur économique,**
- **La copie du ou des jugements prononcés,** si le candidat est en redressement judiciaire

#### Capacités techniques et professionnelles :

- **Une note argumentée du candidat présentant sa compréhension du besoin, ainsi que la présentation de leurs compétences en fabrication mécanique, chaudronnerie et intégration, et de leurs atouts pour mener à bien ce projet.**
- **Une présentation des principales prestations similaires significatives effectuées par le candidat (et ses éventuels cotraitants, sous-traitants) sur les 3 dernières années.**
- **Les effectifs moyens annuels** du candidat concernant les missions objet du marché et l'importance du personnel d'encadrement pendant les **trois dernières années**.

#### Capacité économique et financière :

- **Le chiffre d'affaires** global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les **trois derniers exercices**.
- **Une attestation d'assurance en cours de validité.**

Pour produire les éléments demandés, le soumissionnaire peut télécharger les formulaires DC1, DC2, sur le site du MINEFE à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

#### **Important :**

##### ***Ces pièces sont également à fournir pour***

- ***Chaque cotraitant membre du groupement (à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire du groupement) ;***
- ***Chaque sous-traitant. Ce dernier devra produire en appui du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) uniquement le DC2.***

De même, pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.

Pour le cas où la nature du lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance, et en application de l'article R2143-12 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires doivent apporter, outre l'ensemble des pièces obligatoires de candidature énumérées dans le présent article, une preuve par tout moyen approprié, justifiant qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'administration contractante peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié (cf. article R2144-2 du Code de la Commande Publique).

## Article 11 – TRANSMISSION ET RÉCEPTION DES CANDIDATURES

En application des articles R2132-7 à R2132-13 du code de la commande publique, la transmission des candidatures **se fera obligatoirement par voie électronique** sur le profil d'acheteur de INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous. Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'y ajouter une copie de sauvegarde « papier » par voie traditionnelle (pli papier).

Les soumissionnaires disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme à l'adresse URL de la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

### Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure pris en compte pour la remise des candidatures sont celles données sur la plate-forme pour INRAE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus : (heure de Paris).

Le procédé utilisé par INRAE répond aux normes internationales pour l'horodatage (RFC 3029).

Les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet :

Format des fichiers : xls(x), doc(x), rtf, ppt(x), pdf, ou équivalents.

**Le soumissionnaire est invité à :**

- Ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- Ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- Vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué.

**Antivirus :** Les candidats s'assureront avant l'envoi de leur candidature que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature devra être traité préalablement par le soumissionnaire avec un antivirus.

**Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.**

En effet, conformément à la réglementation, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature et INRAE recourra à la copie de sauvegarde si elle existe (Cf. modalités de transmission ci-dessous).

### Copie de sauvegarde (support physique) - non obligatoire

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier, dans le même délai, indiqué en page de garde du présent document.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- Lorsqu'une candidature est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur et n'a pu être ouverte ;
- Lorsqu'un problème technique émanant de la plate-forme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le soumissionnaire, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas le soumissionnaire devra prouver par tout moyen de preuve (copie-écran, etc ...), qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plate-forme.

**Attention** le problème doit résulter de la plate-forme et non d'une mauvaise configuration du poste du soumissionnaire à partir duquel est remis le pli ou encore d'un empêchement dû aux filtres de sécurité du soumissionnaire ou de tout autre motif qui ne résulte pas entièrement de la plate-forme.

Les pièces constitutives de la candidature, assorties d'une version numérique sur support magnétique (clé USB), seront placées sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés à l'article 10.3 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;"><b>PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION – PHASE CANDIDATURE</b> Acquisition d'un pilote mobile de fermentation/méthanisation COPIE DE SAUVEGARDE <b>« NE PAS OUVRIR »</b> (NOM DE L'ENTREPRISE)</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



Elle sera adressée par lettre recommandée avec avis de réception postale à :

INRAE - Centre Occitanie- Montpellier  
SDAR - Secteur Achats & Marchés – Bât 1 bis – Bureaux 003-004-005 RDC  
2 place Viala  
34060 Montpellier Cedex 02

ou remise à l'adresse indiquée ci- dessus contre récépissé **avant les date et heure limites fixées en page de garde du présent document.**

La réception des plis est assurée du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront retournés à leurs expéditeurs.

## ARTICLE 12 - SÉLECTION DES CANDIDATURES

### 12.1 – critères de sélection des candidatures

L'ouverture des candidatures n'est pas publique. Seules les candidatures reçues aux dates et heures limites du dépôt seront ouvertes.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

#### **Critère 1 : Capacités techniques et professionnelles.....80%**

Adéquation des références professionnelles et de l'expérience acquise sur des marchés de même nature et dans des domaines d'activités similaires.

Organisation et qualifications : le candidat devra à minima posséder en interne les compétences de fabrication mécanique, chaudronnerie et intégration.

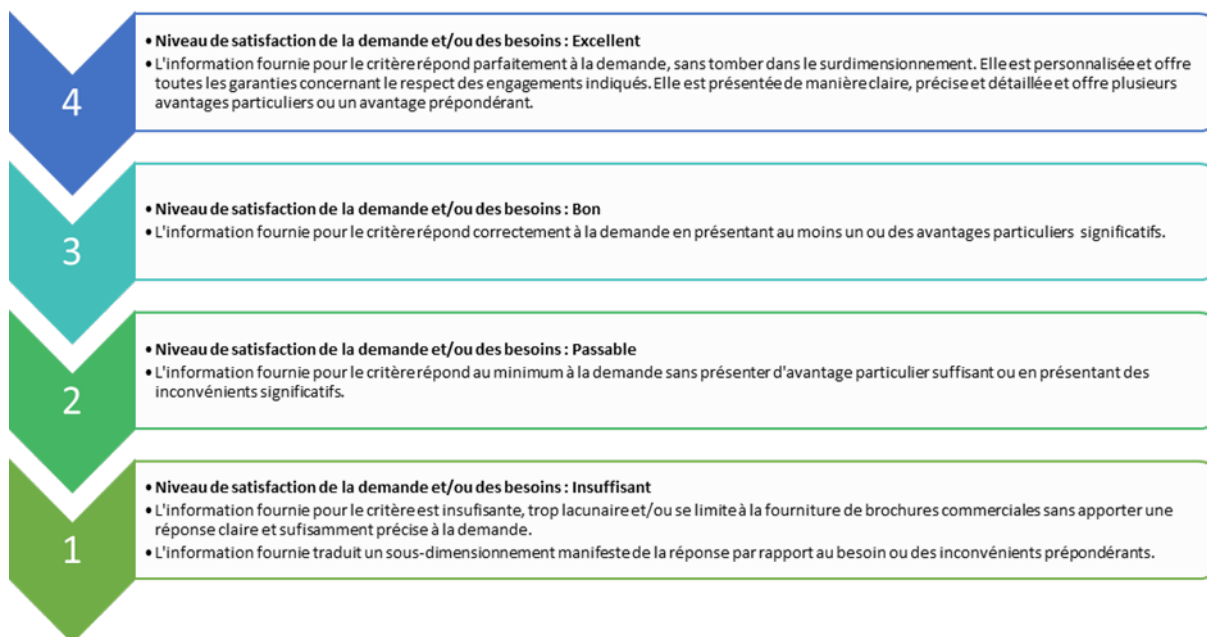
#### **Critère 2 : Capacités économiques et financières.....20%**

Chiffre d'affaires (CA) des trois (3) dernières années, résultats de l'entreprise et évolution de son CA.

Capacité d'intervention pour SAV et maintenance en France/Europe

### 12.2 – Méthodologie de notation des candidatures

Les critères et sous-critères sont jugés sur 4 points. La meilleure valeur obtient la note de 4 et les autres obtiennent une note proportionnelle. Les notes sont attribuées selon le barème suivant :



La note minimale de 2 est exigée sur chaque critère, et ce, avant application du coefficient de raccordement visé ci-dessous.

En dessous de cette note de 2, la candidature est éliminée au motif qu'elle ne présente pas de chance réelle et sérieuse :

- de répondre qualitativement au besoin exprimé ;
- d'être jugée « économiquement la plus avantageuse »



A la note de chaque critère est appliquée la pondération correspondante.

Afin de donner tout son poids au critère, la note de 4 sera finalement attribuée à la candidature ayant obtenu la meilleure note. Cette réévaluation de la meilleure candidature permettra de calculer un coefficient de raccordement (Cr) selon la formule suivante :

$Cr = 4 / \text{Meilleure note attribuée sur le critère entre tous les candidats}$

Toutes les notes du critère des candidatures concurrentes seront réévaluées dans les mêmes proportions par application du coefficient de raccordement ainsi obtenu.

La nouvelle note obtenue après application du Cr se voit ensuite appliquée la pondération liée au critère analysé et devient alors la note pondérée du critère.

Seules seront comparées les candidatures ayant reçues, avant application du coefficient de raccordement, la note minimale de 2/4 pour tous les critères. Toute note inférieure est automatiquement éliminatoire.

Note totale (Nt) : Elle sera calculée par application de la formule suivante aux notes pondérées :

$Nt = \text{somme des notes de chaque critère, obtenues selon la méthodologie précédemment décrite.}$

Suite à cette analyse, sont éliminés :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la Commande Publique.
- Les soumissionnaires dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du ou des marchés seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments fournis dans la candidature.

### 12.3 – Echanges durant l'analyse des candidatures

Tous les échanges seront adressés, par voie électronique uniquement, à l'adresse e-mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur PLACE.

Une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie notamment quant à la validité de l'adresse mail, la redirection automatique des e-mails, l'utilisation d'anti-spam, etc...

### 12.4 – Information des résultats de l'analyse des candidatures

Au terme de cette phase, les candidats sélectionnés recevront une invitation à soumissionner et se verront remettre le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans son intégralité. L'invitation à soumissionner précisera notamment les modalités et délais de remise des offres.

Les candidats dont la candidature n'est pas retenue en sont informés.

## ARTICLE 13 – CRITÈRES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

Pour information, suite à la phase de candidature et à l'invitation des candidats retenus à déposer leur offre, celles-ci seront analysées en fonction des critères retenus pour le jugement des offres pondérés de la manière suivante :

Critère 1 : Valeur Technique.....	55%
Sous-critère 1 : Qualité et valeur technique, caractéristiques fonctionnelles.....	40%
Sous-critère 2 : Coût et facilité de maintenance des constituants.....	30%
Sous-critère 3 : Coût et facilité d'exploitation de l'équipement .....	30%
Critère 2 : Prix.....	15%
Critère 3 : service après-vente et assistance technique.....	15%
Sous-critère 1 : capacité d'intervention pour SAV et maintenance en France /Europe.....	40%

Sous-critère 2 : Modalités de mise en service par le candidat sur place. Formation et assistance à la mise en service réelle (soutien à distance) pendant 24 mois .....	30%
Sous-critère 3 : Durée de la garantie proposée.....	30%
Critère 4 : délais de livraison (délais d'exécution : livraison avant le 11/07/2026).....	10%
Critère 5 : empreinte environnementale et développement durable.....	5%
Sous-critère 1 : emploi de matériaux durables et recyclables.....	50%
Sous-critère 2 : conception et choix des équipements permettant de limiter les consommations énergétiques 50%	

## ARTICLE 14 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation de leur dossier, les soumissionnaires doivent s'adresser en temps utile à INRAE et de telle sorte que l'Institut puisse répondre, au plus tard, 6 jours avant la date limite de remise des candidatures, sur le profil d'acheteur de INRAE (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## ARTICLE 15 - PROCÉDURE DE RECOURS

### 15.1 - Instance chargée des procédures de recours

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER  
6 rue Pitot – F-34063 Montpellier Cedex  
E-mail : [Greffes.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:Greffes.ta-montpellier@juradm.fr)  
Tél. (+33) 4 67 54 81 00 – Fax (+33) 4 67 54 74 10  
SIRET : 17340005200010

### 15.2 - Introduction des recours

Le délai d'introduction des recours est de deux (2) mois à compter de la réception du courrier du rejet de l'offre pour la contester par la voie du recours pour excès de pouvoir ou du recours de plein contentieux.

Le délai minimum de suspension de la procédure avant notification du marché que INRAE applique en vertu de l'article R2182-2 du Code de la Commande Publique est de onze (11) jours à compter de l'envoi de la notification de(s) lettre(s) de rejet par voie électronique.